

Tunisie : le tournant de tous les dangers

PIERRE OLIVIER ARIBAUD | 1 AOÛT 2016, 11:20 |

La démission aujourd'hui du Premier ministre tunisien Habib Essid sonne peut être le glas des espoirs démocratiques et le risque est désormais grand de voir les Tunisiens se désolidariser d'un système qui commence à ressembler à s'y méprendre aux pires années Ben Ali.

Les élections présidentielles de 2014 ont vu Mr Beji Caïd Essebsi devenir président de la République avec une avance raisonnable mais non considérable sur son prédécesseur Mr Marzouki. Les législatives qui ont suivi ont conforté le nouveau président en donnant à son parti Nida Tounes une confortable majorité à la chambre des députés. Le président a donc eu tout le loisir de nommer à la tête du gouvernement un homme de son choix en l'occurrence Mr Habib Essid. Grand commis de l'état fort respectable c'est ce Premier ministre qui durant deux ans aura gouverné la Tunisie.

Désireux de faire une place à son fils à la tête du principal parti de la majorité Nida Tounes le président de la République a semble-t-il cédé aux sirènes familiales et à l'usure due à un âge très avancé (90 ans) pour affaiblir son propre Premier ministre. Au point de le pousser à une démission que ce dernier refusa puis à un vote de confiance devant la chambre des députés qu'il ne pouvait éviter. Il faut dire que le président lui avait au préalable bien savonné la planche. En organisant une consultation entre tous les partis en vue de constituer un gouvernement d'union nationale. Consultation qui dura plusieurs mois et qui ne déboucha sur rien ou presque et qui a l'heure où nous écrivons n'a donné aucun résultat concret.

Bref : Mr le président de la République voulait se débarrasser de son Premier ministre à toutes forces. Et c'est désormais réglé.

Pour permettre à son fils de devenir un acteur incontournable de la recomposition politique ? Pour permettre aux frères musulmans à la manoeuvre (ennadha) d'occuper plus d'espace et ainsi museler une opposition jusque là fort accommodante ? Ou tout simplement pour durer encore un peu plus alors que de plus en plus de voix se font entendre pour mettre en doute les capacités physiques du président (bientôt 90 ans) à exercer la plénitude de ses fonctions ?

Sans doute un peu de tout cela.

Il n'en reste pas moins que la situation en Tunisie est dramatique. Sur le plan sécuritaire on le sait depuis les attentats de 2015 et même si il y d'incontestables progrès dans ce domaine. Économique ou l'effondrement du dinar et la chute vertigineuse du tourisme obstruent toutes les perspectives de redressement. Sur le plan social ou le mécontentement est grandissant

dans un pays qui n'a jamais connu d'aussi grandes situations de misère.

Et c'est précisément le moment choisi par le président de la République pour créer de toutes pièces une crise institutionnelle!

Que va t-il sortir de ce marécage ? Un gouvernement constitué autour de deux grandes formations Ennadha (islamistes) et Nida Tounes (parti du fils du président) qui certes aura une confortable majorité à la chambre, mais guère de légitimité dans une population usée et fatiguée par tant de pratiques politiques politiciennes d'un autre âge.

La chute de Ben Ali en 2011 liée à l'exaspération d'un peuple à qui on voulait imposer une oligarchie familiale n'a semble-t-il pas appris grand chose à l'actuel chef de l'état. Sauf qu'aujourd'hui les Tunisiens ont goûté et pris goût à la liberté et à une certaine ébauche démocratique et qu'il n'est pas sur qu'à leurs difficultés grandissantes pour vivre dignement ils préfèrent un retour en arrière. S'y ajoutent les actes terroristes commis en Europe qui pourraient ne pas inciter les gouvernements européens à la même empathie vis-à-vis de pouvoirs familiaux fleurant bon l'ancien régime et faisant en outre une large place aux disciples tunisiens des frères musulmans.

La fin de l'année s'annonce délicate sur tous les fronts. Économique et monétaire, social et peut être sécuritaire. Une majorité émietlée, une population exaspérée et désabusée, une menace terroriste toujours présente voilà les ingrédients d'une possible crise majeure.

Les violentes attaques terroristes en Europe commises par des individus originaires ou ressortissants des pays du Maghreb dont la Tunisie ont également une conséquence immédiate : raidir une grande partie de l'opinion publique occidentale qui désormais exercera de fortes pressions sur ses dirigeants pour qu'ils adoptent des politiques plus dures et plus restrictives vis-à-vis de l'immigration et de l'accueil des populations arabes. La mansuétude dont a bénéficié la Tunisie depuis le renversement de Ben Ali en 2011 pourrait bien ne plus être de mise.

C'est donc bien dans l'aventure et l'incertitude qu'on est entré aujourd'hui avec tous les risques que cela comporte.